



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Programme opérationnel FEDER/FSE 2014-2020
Critères de sélection d'opérations comprenant des instruments financiers

I. Grands principes applicables à la sélection d'opérations comprenant des instruments financiers

Bases légales :

- Règlement (UE) N° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012, relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union ;
- Règlement (UE) N° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes ;
- Règlement délégué (UE) N° 480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1303/2013 portant dispositions communes.

Le Programme opérationnel FEDER/FSE 2014-2020 de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur peut soutenir des instruments financiers, sous réserve qu'ils soient :

- prévus par une évaluation ex-ante conforme à l'article 37 du Règlement N°1303/2013, validée par le Comité de suivi du programme ; et
- éligibles à l'une ou l'autre des priorités du PO FEDER/FSE 2014-2020.

A ce jour :

- une évaluation ex-ante spécifique aux instruments financiers, au titre du PO FEDER/FSE PACA 2014-2020 a été conduite et validée par le Comité de suivi du 18 décembre 2014 ;
 - les priorités du PO FEDER/FSE PACA 2014-2020 susceptibles d'être mises en œuvre par voie d'instruments financiers sont les suivantes : « PI1b » ; « PI2b » ; « PI3a » ; « PI3d » ; « PI4a » ; « PI4c ».
- Cependant, l'évaluation ex ante recommandant une mise en œuvre prioritaire des Priorités d'investissement PI1b, PI3a, PI3d, les critères relatifs à ces seules Priorités d'Investissement sont détaillés au point B.1.b. Les critères relatifs aux PI4a et PI4c le seront ultérieurement.

Il convient désormais de définir les critères et la procédure permettant à l'Autorité de gestion de sélectionner les opérations comprenant des instruments financiers bénéficiant du soutien du PO FEDER/FSE 2014-2020.

Les critères de sélection proposés portent à la fois sur l'instrument financier et sa stratégie d'investissement, ainsi que sur l'organisme mettant en œuvre l'instrument

financier. L'ensemble constitue « l'opération » susceptible d'être sélectionnée par l'Autorité de gestion et d'être soutenue par les crédits du PO FEDER/FSE.

La procédure de sélection d'une opération comprenant un instrument financier sera la suivante :

1. Dépôt d'une demande auprès du service instructeur de l'Autorité de Gestion par l'organisme mettant en œuvre l'instrument financier ;
2. Instruction de la demande par le service instructeur au vu des critères de sélection spécifiques aux opérations comprenant des instruments financiers ;
3. Présentation des résultats de l'instruction en Comité Régional de Programmation, pour avis ;
4. Décision de rejet de la demande ou décision d'engagement par le Président de l'Autorité de Gestion.

La décision d'engagement prendra la forme d'un « accord de financement » entre l'Autorité de gestion et l'organisme mettant en œuvre l'instrument financier, conforme à l'annexe IV du Règlement N° 1303/2013. Il définit, entre autres, les modalités et conditions de contribution du programme à l'opération. Conformément à l'article 38-4 du Règlement 1303/2013, lorsqu'elle soutient des instruments financiers créés à l'échelon national ou régional par une contribution du Programme, l'Autorité de gestion peut :

1. Investir dans le capital de personnes morales existantes ou nouvellement créées, s'occupant de la mise en œuvre d'instruments financiers ;
2. Confier des tâches d'exécution à la BEI, à des institutions financières internationales ou établies dans un Etat membre poursuivant des objectifs d'intérêt public sous le contrôle d'une autorité publique, ou à un organisme de droit public ou de droit privé ; ou
3. Accomplir directement des tâches d'exécution, lorsque les instruments financiers consistent uniquement en prêts ou garanties. Dans ce cas, l'Autorité de gestion est considérée comme le bénéficiaire.

Quelle que soit la modalité de contribution envisagée, les mêmes critères de sélection seront appliqués. Néanmoins, dans l'hypothèse où l'Autorité de gestion est considéré comme bénéficiaire, le dossier de demande d'aide devra être déposé par un service différent du service instructeur, dans le respect du principe de la séparation fonctionnelle.

II. Critères de sélection des opérations comprenant des instruments financiers

A. Objectifs généraux des critères de sélection applicables aux opérations comprenant des instruments financiers

Conformément à l'article 140 du Règlement N° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, l'ensemble des critères définis ci-dessous doit permettre à l'Autorité de gestion de s'assurer que les instruments financiers sélectionnés :

- sont utilisés conformément aux principes de bonne gestion financière, de transparence, de proportionnalité, de non-discrimination, d'égalité des chances et de subsidiarité, à leurs objectifs ;

- règlent des problèmes d'inadéquation des marchés en matière d'investissement, lorsque la viabilité financière est établie mais que les sources de financement sur le marché ne sont pas suffisantes ;
- ne visent pas remplacer ceux d'un Etat membre, un financement privé ou une autre intervention financière de l'Union ;
- ne créent pas de distorsion de la concurrence dans le marché intérieur et qu'il y a cohérence avec les règles en matière d'aides d'Etat ;
- créent un effet de levier, ce qui signifie que la contribution de l'Union à un instrument financier mobilise un investissement global qui excède le montant de cette contribution selon les indicateurs préalablement définis ;
- sont établis sur la base d'une évaluation ex-ante, y compris une évaluation de la possible réutilisation des ressources additionnelles.

B. Critères applicables à l'opération et à l'organisme mettant en œuvre l'instrument financier

1. Critères applicables à l'opération envisagée

a) *Critères d'éligibilité de l'opération*

Pour être éligible à une contribution du PO FEDER/FSE PACA 2014-2020, une opération comprenant un instrument financier doit répondre aux conditions suivantes :

- L'instrument financier est prévu par l'évaluation ex-ante réalisée conformément à l'article 37 du Règlement N° 1303/2013 portant dispositions communes ;
- L'axe et la priorité d'investissement du PO FEDER/FSE PACA 2014-2020 visés par la demande prévoient la possibilité d'être mis en œuvre par voie d'instrument financier ;
- La contribution sollicitée se fonde sur l'une des modalités prévues par l'article 38 du Règlement N° 1303/2013 portant dispositions communes ;
- Le montage proposé de l'opération est conforme au droit communautaire et au droit national applicable, en particulier à la réglementation applicables aux aides d'Etat, à la fourniture de services financiers et bancaires ;
- La stratégie ou la politique d'investissement, y compris les modalités de mise en œuvre, les produits financiers à proposer, les bénéficiaires finaux cibles et les modalités de combinaison éventuellement envisagées avec le soutien sous forme de subvention, sont conformes :
 - à l'évaluation ex-ante spécifique à l'instrument financier ;
 - aux objectifs spécifiques de l'axe et de la priorité d'investissement concernée
 - aux règles applicables aux aides d'Etat
 - à la réglementation nationale applicable à la fourniture de services financiers et bancaires.
- L'organisme mettant en œuvre l'instrument financier devra fournir, à minima, les éléments d'information et pièces visées dans l'annexe IV du Règlement N° 1303/2013 portant dispositions communes, notamment :
 - une description de l'instrument financier, de ses modalités de fonctionnement et de gouvernance ;
 - la stratégie ou la politique d'investissement, y compris les modalités de mise en œuvre, les produits financiers à proposer, les bénéficiaires finaux

cibles et les modalités de combinaison éventuellement envisagées avec le soutien sous forme de subvention ;

- un plan d'affaires ou des documents équivalents
- les résultats cibles que l'instrument financier devrait atteindre pour contribuer à atteindre les objectifs spécifiques et à produire les résultats escomptés de la priorité concernée ;
- les dispositions en matière de suivi de la mise en œuvre de l'instrument financier, y compris pour ce qui est des informations à communiquer par l'instrument financier au fonds de fonds et/ou à l'autorité de gestion conformément à l'article 46 du Règlement N° 1303/2013
- une proposition de piste d'audit permettant de garantir la traçabilité et régularité des tâches de mise en œuvre de l'instrument financier, la légalité et la régularité des dépenses déclarées et des opérations soutenues par celui-ci, ainsi que la conservation des pièces justificatives permettant de fournir la preuve de l'utilisation des fonds aux fins prévues, de la conformité avec le droit applicable et de la conformité avec les critères et conditions liées au financement au titre des programmes concernés. Ces pièces sont listées à l'article 9 du Règlement délégué N° 480/2014 de la Commission du 3 mars 2014.

En outre, l'organisme mettant en œuvre l'instrument financier, bénéficiaire de la contribution, et porteur de l'opération, doit satisfaire aux exigences définies ci-après.

b) *Critères de sélection de l'opération*

Il s'agit ici des critères de sélection spécifiques à la priorité d'investissement concernée :

Pour les instruments financiers relevant de la PI1b* :

*: Sur cette Priorité d'investissement, les entreprises bénéficiaires devront obligatoirement relever des Domaines d'Activités Stratégiques, ou d'une des trois technologies génériques clefs :

Photonique/ nanotechnologie, micro et nanoélectronique, semi conducteurs et technologies clefs du numérique / Biotechnologies.

- contribution de l'opération aux objectifs du programme : Développer l'innovation, la création de valeur et l'emploi dans les DAS et les technologies génériques clefs.
 - Impact escompté en termes d'emploi dans les entreprises bénéficiaires « finales » pour le territoire régional (Nombre d'emplois)
 - Impact escompté en termes de R&D des entreprises aidées (Nombre de brevets/ % de dépenses R&D des entreprises)
 - Contribution au respect des principes dits « horizontaux » : Développement durable/ Egalité des chances et non discrimination / égalité entre les femmes et les hommes.
- contribution de l'opération à la performance financière du programme
 - Contribution au « cadre de performance » du programme Opérationnel : Potentiel de certification / Nombre d'entreprises bénéficiaires « finales »
 - Adéquation entre le coût de l'opération et les résultats escomptés

- Investissements privés complétant le soutien public dans les entreprises bénéficiaires « finales »
- « Qualité » de l'opération : Critères concernant la sélection des entreprises bénéficiaires « finales », par l'opérateur.
 - Dimension innovante du projet de l'entreprise bénéficiaire finale
 - Impact économique
 - Viabilité du modèle économique
 - Investissement privés générés dans les entreprises bénéficiaires « finales »

Pour les instruments financiers relevant de la PI3a :

- contribution de l'opération aux objectifs du programme : Renforcer la création d'entreprises, notamment dans les Domaines d'activités stratégiques
 - Contribution à la création d'entreprises : Nombre d'entreprises finales créées, nombre d'entreprises finales créées relevant des Domaines d'activités stratégiques
 - Contribution au respect des principes dits « horizontaux » : Développement durable/ Egalité des chances et non discrimination / égalité entre les femmes et les hommes.
- contribution de l'opération à la performance financière du programme
 - Contribution au « cadre de performance » du programme Opérationnel : Potentiel de certification / Nombre d'entreprises bénéficiaires « finales »
 - Adéquation entre le coût de l'opération et les résultats escomptés
 - Investissements privés complétant le soutien public dans les entreprises bénéficiaires « finales »
 - Nombre d'emplois créés dans les entreprises bénéficiaires « finales »
- « Qualité » de l'opération : Critères concernant la sélection des entreprises bénéficiaires « finales », par l'opérateur.
 - Caractère innovant des entreprises bénéficiaires
 - Contribution aux Domaines d'activités Stratégiques
 - Potentiel de croissance des marchés visés.
 - Viabilité du modèle économique

Pour les instruments relevant de la PI3d :

- contribution de l'opération aux objectifs du programme : Développer les entreprises, notamment à l'international
 - Impact escompté en termes de création d'emploi dans les entreprises bénéficiaires « finales » sur le territoire régional (Nombre d'emplois)
 - Contribution à l'internationalisation de l'entreprise bénéficiaire « finale »
 - Contribution au respect des principes dits « horizontaux » : Développement durable/ Egalité des chances et non discrimination / égalité entre les femmes et les hommes.

- contribution de l'opération à la performance financière du programme
 - Contribution au « cadre de performance » du programme Opérationnel : Potentiel de certification / Nombre d'entreprises « finales » soutenues ; investissements privés complétant le soutien public
 - Adéquation entre le coût de l'opération et les résultats escomptés
- « Qualité » de l'opération : Critères concernant la sélection des entreprises bénéficiaires « finales », par l'opérateur.
 - Caractère innovant des entreprises impliquées
 - Contribution du projet de développement aux Domaines d'activités Stratégiques et/ou Technologies génériques Clefs
 - Maturité ou potentiel de développement international des entreprises bénéficiaires « finales »
 - Qualité de l'analyse des marchés ciblés

2. Critères applicables aux organismes mettant en œuvre l'instrument financier

a) *Critères d'éligibilité de l'organisme mettant en œuvre l'instrument financier*

L'organisme remplit les exigences définies à l'article 7-1 du Règlement délégué N° 480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 et à l'article 140 du Règlement N° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, à savoir :

- habilitation à effectuer les tâches nécessaires, en application du droit de l'Union et du droit national ;
- viabilité économique et financière suffisante ;
- capacités suffisantes pour mettre en œuvre l'instrument financier, y compris la structure organisationnelle et le cadre de gouvernance fournissant l'assurance nécessaire à l'Autorité de gestion ;
- existence d'un système de contrôle interne efficace et performant ;
- utilisation d'un système comptable fournissant en temps voulu des informations exactes, complètes et fiables ;
- respect des normes et de la législation applicable en matière de prévention du blanchiment de capitaux, de lutte contre le terrorisme et de fraude fiscale.

b) *Critères permettant d'évaluer la capacité de l'organisme à mettre en œuvre l'opération*

Pour évaluer la capacité de l'organisme à mettre en œuvre l'opération, il convient de tenir compte des éléments suivants :

- expérience de l'organisme dans la mise en œuvre d'instruments similaires
- expertise et expérience des membres de l'équipe proposée
- robustesse et crédibilité de la méthodologie permettant l'identification et l'évaluation des intermédiaires financiers ou des bénéficiaires finaux (selon le cas)
- niveau des coûts et frais de gestion liés à la mise en œuvre de l'instrument financier et la méthodologie proposée pour leur calcul ;
- conditions appliquées en ce qui concerne le soutien apporté aux bénéficiaires finaux, y compris la tarification ;

- capacité à mobiliser des ressources pour financer des investissements en faveur de bénéficiaires finaux en complément des contributions du programme ;
- capacité à démontrer une activité supplémentaire s'ajoutant à l'activité en cours ;
- dans le cas où l'organisme de mise en œuvre de l'instrument financier alloue ses propres ressources financières à l'instrument financier ou en partage les risques, les mesures proposées pour rapprocher les intérêts respectifs et limiter d'éventuels conflits d'intérêts.

Lorsqu'un organisme mettant en œuvre un fonds de fonds confie à son tour des tâches de mise en œuvre à un intermédiaire financier, il veille à ce que celui-ci satisfasse aux exigences et aux critères visés ci-dessus.